

Unité départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY

SAINT-BARTHÉLÉMY, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/08/2022

Contexte et constats

Publié sur



YOPLAIT PRODUCTION FRANCE

Usine du Mans
23 rue des Grandes Courbes
92100 Boulogne-Billancourt

Références : 2022-480_YOPLAIT FRANCE SAS_INSP_RAP
Code AIOT : 0006301730

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/08/2022 dans l'établissement YOPLAIT PRODUCTION FRANCE implanté 23 rue des Grandes Courbes Cedex 2 72000 LE MANS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- YOPLAIT PRODUCTION FRANCE
- 23 rue des Grandes Courbes Cedex 2 72000 LE MANS
- Code AIOT : 0006301730
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société YOPLAIT France, implantée en ZI Sud au Mans, est spécialisée dans la fabrication de yaourts, fromages frais, crèmes fraîches et autres spécialités laitières. L'usine emploie 350 personnes. Elle transforme actuellement environ 800 000 litres de lait et produits laitiers (crèmes) par jour.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
15	Ressources en eau - Constat visite du 18/06/2021	Arrêté Préfectoral du 04/02/2014, article 4.1.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Autosurveillance eau	Arrêté Préfectoral du 04/02/2014, article 4.5.1	/	Sans objet
5	Autosurveillance eau – Constat visite du 18/06/2021	Arrêté Préfectoral du 04/02/2014, article 4.3.2	/	Sans objet
13	Situation administrative – Antériorité – Constat visite du 18/06/2021	Code de l'environnement du 01/01/2016, article R. 513-1	/	Sans objet
16	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 04/02/2014, article 4.1.4	/	Sans objet
17	Bâtiments et locaux - Constat visite du 28/02/2022	AP de Mise en Demeure du 03/05/2022, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

De nombreux constats formulés lors de la visite d'inspection du 18 juin 2021 sont reconduits. Des mesures correctives sont attendues.

Les constats effectués au cours de la présente visite ont néanmoins permis de constater le retour à la conformité réglementaire de l'établissement vis-à-vis des dispositions réglementaires rappelées au sein de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 03 mai 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 3 : Recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de recalage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Au moins une fois par an, les analyses sont effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Pour les analyses de substances dans l'eau, l'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.
Constats : Comme précisé dans le constat précédent, certaines analyses sont réalisées par CARSO, laboratoire agréé. Les analyses sont réalisées selon les méthodes normalisées pour lesquelles CARSO est accrédité par le Cofrac (attestation d'accréditation présentée par l'exploitant). Toutefois, les prélèvements pour le contrôle externe de recalage sont réalisés en interne. -> Un recalage annuel, avec prélèvement sous accréditation, doit être mis en place.
A noter toutefois qu'en 2022, un contrôle inopiné (avec prélèvement 24H par un laboratoire externe sous accréditation et analyses réalisées par un laboratoire agréé), est programmé. Ce contrôle permet de répondre à la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Rejets aqueux – Constat visite du 18/06/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/02/2014, article 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des effluents liquides
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les effluents sont traités conformément aux dispositions de cet article ou sont des déchets à éliminer dans des installations autorisées à cet effet.</p> <p>Constats : Lors de la visite d'inspection du 18 juin 2021, le constat suivant avait été formulé : en cas de crue, une partie des effluents aqueux devant être traités dans la STEP de la Chauvinière sont susceptibles d'être rejetés directement au milieu naturel. Des travaux de mise en conformité du réseau doivent être engagés.</p> <p>L'exploitant a indiqué que Le Mans Métropole ne ferait pas de travaux sur ce point.</p> <p>La collectivité souhaite également faire évoluer les conditions de la convention de rejet.</p> <p>Aussi, l'exploitant a indiqué en séance qu'un projet de dé-raccordement avec la STEP communale était à l'étude. La mise en conformité des réseaux s'inscrit dans ce cadre.</p> <p>Le constat est reconduit.</p> <p>-> En cas de crue, une partie des effluents aqueux devant être traités dans la STEP de la Chauvinière sont susceptibles d'être rejetés directement au milieu naturel. Des solutions, même temporaires dans l'attente de la réalisation effective des travaux mentionnés ci-dessus, doivent être proposées. L'exploitant transmettra les bons de commande des études engagées pour le dé-raccordement et la mise en conformité des réseaux, ainsi qu'un échéancier. Un porter à connaissance en application de l'article R.181-46 du code de l'environnement devra être produit.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Plans – Constat visite du 18/06/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/02/2014, article 2.1
Thème(s) : Autre, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les documents suivants sont disponibles durant toute la vie de l'installation (...) : les plans de l'établissement tenus à jour, y compris les réseaux ;</p> <p>Constats : Lors de la visite d'inspection du 18 juin 2021, il avait été demandé à l'exploitant de mettre à jour le plan des réseaux. Ce dernier indique souhaiter y intégrer les piézomètres, mais attend toujours un retour du BRGM (discussions en cours dans le cadre de l'identification des ouvrages dans la BSS). Le constat est reconduit.</p> <p>-> Le plan des réseaux est à actualiser dans les meilleurs délais.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/02/2014, article 7.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Protection des milieux récepteurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à 3 bassins de confinement étanches aux produits collectés et d'une capacité totale de 1830 m3 .</p> <p>En cas de besoin, ces bassins sont complétés par l'obturation de l'exutoire des réseaux des eaux pluviales.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage,... sont collectées dans les bassins de confinement précités.</p> <p>La capacité de ces bassins tient compte à la fois du volume des eaux de pluie et d'extinction d'incendie sur le site.</p> <p>Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service sont actionnables en toutes circonstances.</p> <p>Constats : Lors de la visite d'inspection du 18 juin 2021, il avait été demandé à l'exploitant de déterminer le volume nécessaire à la rétention des eaux d'extinction incendie selon la méthodologie du guide D9A.</p> <p>En réponse, l'exploitant renvoie à l'étude THEMA ENVIRONNEMENT d'octobre 2010. Or, cette dernière aborde uniquement le dimensionnement des ouvrages d'assainissement des eaux pluviales. Le volume nécessaire à la rétention des eaux d'extinction incendie n'y figure pas.</p> <p>Le constat est reconduit.</p> <p>-> Le volume nécessaire à la rétention des eaux d'extinction incendie doit être déterminé selon la méthodologie du guide D9A. L'exploitant doit s'assurer que ce volume est disponible en permanence. Il précisera les dispositifs retenus pour ce faire (bassins, canalisations, etc.) en précisant les longueurs des tronçons considérés, diamètres et volumes associés pour les canalisations le cas échéant. Ces éléments devront être accompagnés d'un plan détaillé localisant l'ensemble de ces dispositifs.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a indiqué en séance que les vannes des bassins étaient dorénavant par défaut en position « ouverte ». Le positionnement des vannes en "fermé" par défaut était dû à un problème sur les séparateurs à hydrocarbures, désormais réglé.</p> <p>-> Le positionnement par défaut des vannes d'obturation des bassins eaux pluviales doit être confirmé par écrit à l'Inspection. La procédure et les consignes de fermeture des vannes en cas de pollution doivent être présentées.</p> <p>L'exploitant précise que les bassins 1 et 3 vont faire l'objet en 2023 d'une réfection de la géomembrane.</p> <p>-> Les justificatifs attestant de la réalisation de ces travaux devront être transmis à l'Inspection.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Installations de réfrigération à l'ammoniac – Constat visite du 18/06/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/02/2014, article 8.1.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi d'ammoniac
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état indiquant la quantité d'ammoniac présente dans l'installation, le cas échéant stockée en réserve ainsi que les compléments de charge effectués. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : Lors de la visite d'inspection du 18 juin 2021, il avait été constaté que le registre de consommation NH3 ne permettait pas de connaître la quantité d'ammoniac présente dans l'installation.</p> <p>Le registre n'a pas évolué à ce stade et ne permet donc pas de répondre à l'objectif susvisé. L'exploitant a indiqué être en discussion avec la société AXIMA pour définir des quantités types d'ammoniac ajoutées/retirées par type d'intervention/opération afin de pouvoir compléter son registre.</p> <p>Le constat formulé lors de la visite d'inspection du 18 juin 2021 est reconduit :</p> <p>-> Le registre de consommation NH3 présenté ne permet pas de connaître la quantité d'ammoniac présente dans l'installation.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Situation administrative – Antériorité – Constat visite du 18/06/2021

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2016, article R. 513-1
Thème(s) : Situation administrative, Acide nitrique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : I. - Pour les installations existantes relevant des dispositions de l'article L. 513-1, l'exploitant doit fournir au préfet les indications suivantes :</p> <p>1° S'il s'agit d'une personne physique, ses nom, prénoms et domicile. S'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique et l'adresse de son siège social, ainsi que la qualité du déclarant ;</p> <p>2° L'emplacement de l'installation ;</p> <p>3° La nature et le volume des activités exercées ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles l'installation doit être rangée.</p> <p>Constats : Compte tenu des modifications de classement des dangers associés à l'acide nitrique, il avait été demandé à la société YOPLAIT PRODUCTION FRANCE dans le rapport de la visite d'inspection du 18/06/2021 de se positionner au regard du nouveau classement. L'existence des installations selon les rubriques de la nomenclature en vigueur a été notifiée à M. le préfet, par courrier du 22 avril 2022. L'instruction de la demande est réalisée en parallèle du présent rapport.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/02/2014, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Consommation d'eau limitée à 2 400 m³/j pour l'eau provenant des forages (nappe du Cénomanien) et à 100 m³/j pour l'eau provenant du réseau public.</p>
<p>Constats : Lors de la visite d'inspection du 18 juin 2021, il avait été constaté que les prélèvements d'eau (forages+réseau AEP) ne respectaient pas toujours les seuils autorisés. Il était demandé à l'exploitant d'être vigilant sur le respect de ces seuils et d'engager les actions correctives nécessaires pour améliorer la situation de manière pérenne.</p> <p>L'exploitant a présenté les tableaux récapitulant les dépassements de volumes autorisés. L'analyse des tableaux 2022 met en évidence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 dépassements les 17 et 23 août 2022 pour l'eau provenant des forages dus à des problèmes de fer sur l'eau, - 39 dépassements répartis de janvier à début septembre 2022 pour l'eau provenant du réseau public (en période de sécheresse, l'exploitant compare les résultats avec un seuil à 80 m³/j (objectif de diminution de 20 % des volumes prélevés). Sur la période 1er janvier-1er septembre 2022, les dépassements s'élèvent au total à 5268 m³ pour l'eau provenant du réseau public (3690 m³ en dépassement en mars 2022 en raison d'un problème sur les pompes du forage 1 (complément avec de l'eau de ville)). Sur toute l'année 2021, ces mêmes dépassements avaient atteint 793 m³. <p>La majorité des dépassements provient de la nano-filtration mise en place en 2018 pour le développement d'un nouveau produit.</p> <p>L'exploitant indique qu'un poste dédié au suivi des énergies et des ressources en eau a été pourvu en février 2022.</p> <p>En septembre 2022, l'exploitant modifiera son process pour utiliser de l'eau de forage à la place de l'eau de ville (lors des opérations de pousses à l'eau) avec un gain de 25 m³ par jour d'utilisation sur le réseau eau de ville.</p> <p>-> Le seuil de prélèvement dans le réseau public n'est pas respecté. Une solution pérenne doit être trouvée.</p> <p>Il est rappelé qu'une demande d'augmentation du seuil de prélèvement nécessitera le dépôt d'un porter à connaissance au préfet en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet